

SOMMAIRE :

Préambule	p.3
1. Des autoévaluations qui renseignent sur les leviers de transformation.....	p.5
1a. Le territoire de Bretagne porte de Loire Communauté.....	p.6
1b. Le territoire de Lorient.....	p.10
1c. Le territoire de Morlaix Communauté.....	p.15
2. Approche synthétique de l'ensemble des autoévaluations.....	p.20
Limites et points de vigilance.....	p.22
3. Des élus qui affirment leurs convictions et leurs choix de politiques de jeunesse globales et intégrées	p.24
4. Des propos de jeunes qui interrogent le sens et la lisibilité des actions.....	p.27
Annexes.....	p.30

L'évaluation 2018 illustre clairement l'engagement que nous avons pris en termes de démarche participative et chemin faisant. En effet, le protocole acté en début d'année a été « bousculé » par les acteurs, et de fait quelque peu différé, au profit d'un regard plus exhaustif sur l'ensemble des actions entreprises.

Pour rappel :

L'évaluation nous conduit à proposer, pour 2018, une focale plus analytique. En effet, les personnes associées à Jeunes en TTTrans, quelles que soient leurs places et/ou statuts, interrogent de façon récurrente les liens entre les finalités globales d'une politique de jeunesse globale et intégrée, et les plans d'actions, co-construits en fin 2016, et mis en œuvre depuis 6 à 18 mois dans les trois territoires.

En outre, nous proposons, pour la période qui s'ouvre, d'aller regarder de façon approfondie, la réalité de 6 actions aujourd'hui portées dans le cadre de JeTTT :

Deux actions à Lorient :

- La mise en œuvre et le fonctionnement des Collectifs TTTrans, de la Mission Locale de Lorient
- Encouragement et valorisation de l'expression des jeunes mères : travail sur les modes de garde

Deux actions à Morlaix Communauté :

- L'animation jeunesse en question : vers de nouvelles pratiques, au centre KERAVEL de PLOUGASNOU
- Le travail saisonnier : Mission Locale du Pays de Morlaix

Deux actions à Bretagne porte de Loire Communauté :

- Application numérique, Léo Lagrange Ouest
- Formation et accompagnement des acteurs, pour les professionnels et pour les jeunes, BpLC

Ce protocole rappelé ici est actuellement en cours dans les trois territoires et il sera intégré à la note de 2019, mais, à la demande des maîtres d'ouvrages, seuls deux axes ont été jugés prioritaires cette année :

- Les maîtres d'ouvrage ressentaient le besoin de mesurer, pour chacune des actions entreprises, les effets produits
- Les élus et les maîtres d'ouvrage souhaitaient également que l'évaluation étudie les impacts de Jeunes en TTTrans sur les jeunes mobilisés dans les plans d'action

Un outil d'autoévaluation a été proposé à tous les maîtres d'ouvrage, engagés dans les trois territoires. Cet instrument a été construit autour des axes de questionnements suivants :

- L'inscription de chaque action dans le sens et la finalité d'une politique intégrée de jeunesse
- La dimension « innovation » dans les actions initiées dans les territoires
- Les perspectives et les ajustements nécessaires pour chaque action

Conformément à la demande exprimée de recueillir les points de vue des jeunes, des entretiens, individuels et collectifs, ont été conduits auprès de ceux qui ont été

concernés par les actions Jeunes en TTTrans en 2017 et 2018, dans les trois territoires.

Enfin, ces deux démarches ont été complétées par des rencontres avec les élus locaux, référents des territoires impliqués, dans l'objectif de mesurer la façon dont ils percevaient les transformations en cours. Ces acteurs politiques de Jeunes en TTTrans avaient été interrogés en 2016, et les entretiens conduits cette année avaient aussi pour but de vérifier si les représentations et perceptions d'une politique intégrée de jeunesse avaient évolué au fil de l'engagement dans les plans d'actions.

La présente note évaluative rend compte de ces trois axes :

- 1. Des autoévaluations qui renseignent sur les leviers de transformation*
- 2. Des élus qui affirment leurs convictions et leurs choix de politiques de jeunesse intégrées*
- 3. Des propos de jeunes qui interrogent le sens et la lisibilité des actions*

1. Des auto-évaluations qui renseignent sur les leviers de transformation

Cette première partie est construite en deux points. Dans un premier temps, les fiches de chaque autoévaluation ont été synthétisées par territoire, permettant ainsi une lecture sectorisée de chaque plan d'action à l'œuvre. Chacune de ces synthèses a été présentée lors de rencontres locales, organisées de façon différenciée selon les territoires. Dans le territoire de BPLC, c'est au cours d'un temps de travail regroupant, autour des maîtres d'ouvrage, un cercle élargi d'acteurs que la synthèse a été présentée. Pour Morlaix Communauté et Lorient, c'est au cours d'une réunion des maîtres d'ouvrage que ce retour a été réalisé.

Dans un second temps, cette première partie du rapport évaluatif 2018 s'attachera à cibler les axes transversaux de l'ensemble des autoévaluations, permettant ainsi une lecture plus globale des points abordés par les maîtres d'ouvrage. Cette seconde partie ne retiendra que les axes partagés de cette approche évaluative, s'attachant alors à mettre en évidence les freins et les leviers des transformations attendues dans la recherche-action Jeunes en TTTrans.

5

Remarque méthodologique :

L'outil a été créé à la demande des maîtres d'ouvrage qui estimaient réductrice l'évaluation analytique initialement prévue autour de six actions (deux par territoire). Les modalités d'accompagnement de cet outil ont été laissées au libre choix des référents de territoire.

A Morlaix Communauté, la référente de territoire, accompagnée par le coordinateur jeunesse de Morlaix, Ville centre du territoire, sont allés rencontrer chaque maître d'ouvrage pour renseigner le questionnaire. Les rencontres ont alors donné lieu à des échanges jugés intéressants en termes de bilans et de perspectives. Seul un maître d'ouvrage, la Mission Locale du Pays de Morlaix, n'a pu être rencontré de cette façon et a donc rempli seul son questionnaire.

A BpLC, le chargé de mission Jeunes en TTTrans accompagné d'une personne en stage de Master 2 à l'EHESP ont également choisi d'« accompagner » le remplissage du questionnaire proposé.

A Lorient, la référente de territoire a également été accompagnée par une étudiante en stage de Master 2 Intervention Développement Social pour recueillir les réponses au questionnaire proposé. Seule l'Université Sociale n'a pas pu être entretenue de cette façon. Le questionnaire remis a donc été complété « en solo » par ce maître d'ouvrage.

La remarque n'est pas anodine car si l'on peut noter ici une modalité évaluative qui semble avoir donné satisfaction, on remarque également que la modalité accompagnée ou seule affecte sensiblement les résultats : lorsque l'autoévaluation s'est faite en face à face, l'échange permis a été, la plupart du temps, riche et a indéniablement dépassé le cadre d'un « bilan classique » d'action. Dans le cas contraire, les questionnaires d'autoévaluation sont moins critiques et relèvent davantage d'un argumentaire justifiant l'action dans son cadre.

1a. Le territoire de Bretagne porte de Loire Communauté

Si la question de la temporalité est présente dans l'ensemble des territoires, elle est particulièrement visible dans celui de BpLC. La lecture croisée des autoévaluations laisse apparaître cette thématique du temps de façon très prégnante. Pour transformer, il faut, à en croire les porteurs d'actions, du temps.

Peut-être est-ce ici le territoire dans lequel les lignes ont bougé le plus lentement, mais, en observant à ce jour, les dynamiques locales, on y perçoit une construction solide, réelle. Les acteurs réunis en cette fin d'année 2018, pour adapter, réajuster, revisiter le plan d'actions en œuvre depuis 2 ans, sont indéniablement liés par des convictions fortes et des orientations partagées. C'est en collectif que les représentations se sont construites, que les questions se sont posées, que les finalités ont été élaborées.

Sans nul doute, le choix de la collectivité de créer un poste de chargé de mission dédié au processus JeTTT a produit ce maillage de territoire. La suite de ce rapport d'évaluation mettra en évidence la convergence du regard des élus locaux sur ce point.

➤ Le sens, les finalités, les lignes qui bougent en termes de politique intégrée :

Dans ce premier axe du questionnement, il s'agissait avant tout de vérifier que les actions aujourd'hui conduites dans le cadre de Jeunes en TTTrans, répondaient bien aux finalités annoncées de transversalité, de décloisonnement... Les points suivants apparaissent dans les questionnaires d'autoévaluation comme autant de changements qui illustrent cette volonté :

Incontestablement, Jeunes en TTTrans a permis, dans le territoire de BpLC, la mise en œuvre d'un réseau de professionnels qui a développé, en deux années, une forte interconnaissance et un maillage local solide. Jusqu'ici, les évaluations de JeTTT ont montré que cette interconnaissance était un « *point de passage obligé* » pour construire une politique intégrée de jeunesse. Dans le territoire de BpLC, la transformation est visible, et ce qu'elle génère l'est tout autant : les questionnements sont partagés, des objectifs communs sont verbalisés, des besoins non repérés sont identifiés...

Cette mise en réseau produit une dynamique de territoire intéressante et nécessaire dans l'objectif poursuivi de la collectivité. En outre, la mise en réseau et les collaborations initiées dans le cadre de JeTTT génèrent une production de connaissances communes permettant de répondre aux questions transverses sur les profils des jeunes du territoire, sur leurs initiatives, sur les évolutions de jeunesse...

La finalité d'une politique moins sectorielle est également illustrée, dans les autoévaluations, par une meilleure connaissance partagée du territoire, et cet axe découle, à n'en pas douter, du précédent. Ce point, cité par les maîtres d'ouvrage eux-mêmes, mérite d'être souligné car il constitue, selon nous, un préalable à toute finalité de politique jeunesse : la connaissance du territoire permet l'identification des dynamiques, des mobilités, des habitudes, des besoins... et contribue sans nul doute à diagnostiquer, de façon continue, les évolutions du terrain. Cette production collective est également adossée à une mobilisation concertée des services et des institutions, ce qui la rend plus pertinente encore. On voit s'amorcer ici des partenariats entre des acteurs qui étaient jusqu'alors juxtaposés : agence départementale, collectivités périphériques, mission locale...



Les propos recueillis des maîtres d'ouvrage attestent d'une envie de travail collectif et coopératif, et les évaluations conduites donnent plusieurs illustrations d'une culture nouvelle dans la façon d'appréhender, dans le territoire, les questions de jeunesse. Ici, c'est l'envie et la prise de conscience qui donnent du sens. A la fois, la dynamique mobilise les acteurs parce qu'ainsi, ils se sentent moins isolés ; à la fois elle transforme les représentations des métiers, des utilités, des projets en direction des jeunes.

Dernier point enfin, qui restera à travailler pour conduire à un changement réel et pérenne : celui de la mobilisation des élus. L'échelon politique est certes mobilisé à BpLC, mais il ne concerne que peu de secteurs à part celui, initial, de la jeunesse. Or, le portage politique partagé doit ici venir appuyer le portage professionnel en œuvre. De ce point de vue, la transversalité et le décloisonnement des champs d'actions ne semblent pas acquis. Cet axe sera également confirmé dans le propos des élus interrogés dans cette phase.

➤ Ce qui est jugé innovant, différent, transformé :

Dans le territoire de BpLC, le principe même de co-construction, qui est en train de donner naissance à la « CoLoc », instance de **Coordination Locale** partagée, est innovant parce qu'il est très éloigné de la façon dont les choses étaient organisées avant Jeunes en TTTTrans.

Les habitudes de travail ont été à construire, les postures des professionnels entre eux ont dû se repositionner, l'interconnaissance a nécessité une vraie mise à plat des rôles et des projets. On peut affirmer aujourd'hui, pour BpLC, que JeTTT a généré une manière nouvelle de co-porter une politique jeunesse dans le territoire.

Les maîtres d'ouvrage interrogés affirment une transformation des représentations et des attentes vis-à-vis des jeunes. Cette évolution produit, à leurs dires, des postures d'accompagnement différentes, plus distanciées, moins protectrices, plus confiantes en direction des jeunes. Pour illustrer cette transformation, les autoévaluations font référence aux situations vécues de réflexion collective, aux postures des jeunes qu'ils qualifient aujourd'hui d'acteurs, plus autonomes qu'auparavant.

On note également plusieurs propos qui font référence à la notion de co-gouvernance et à celle de posture d'entrepreneuriat. Dans ce champ, l'innovation s'inscrit dans un nouveau rapport aux jeunes : la confiance a été donnée là où le rapport relevait davantage de la défiance auparavant. Cette évolution des représentations est particulièrement nette pour les concepts de travail et de formation.

La nouveauté du territoire en matière de politique jeunesse intégrée vient également des croisements possibles entre des acteurs qui ne se croisaient pas et entre des jeunes qui, sans l'actuel plan d'actions, ne se seraient pas rencontrés. Bien évidemment, cet état de fait donne vie à des modalités plus horizontales, moins sectorielles, plus intégrées.

Enfin, les perspectives posées collectivement aujourd'hui, et le registre lexical mobilisé dans le travail transversal initié, sont également innovants : la question de l'utilité sociale d'une politique jeunesse et des jeunes eux-mêmes est posée ; celle de l'émancipation est discutée ; le pouvoir d'agir des jeunes dans leur territoire est pensé en termes de finalités... autant de thématiques pas ou peu apparues dans les propos recueillis en début de recherche.



➤ Les conditions qui permettraient de poursuivre de façon cohérente :

Dans les autoévaluations analysées, la question des conditions émane directement de celle des limites vécues ou ressenties comme telles. Concernant le territoire de BpLC, les limites identifiées sont les suivantes :

- ◆ Les porteurs d'actions évoquent la difficulté d'une mobilisation transversale des élus, au-delà de celui qui porte les questions de jeunesse pour le territoire. Ils posent l'hypothèse d'une temporalité différente entre élus, professionnels et jeunes, mais également d'enjeux différenciés. Sont alors perçues comme limites les questions de formation des élus et la difficulté, pour eux, de penser la parole des jeunes comme légitime vis-à-vis des instances politiques.

- ◆ Le temps, nous l'avons dit, est ressenti en permanence comme une limite, une contrainte. Les transformations escomptées dans le cadre de Jeunes en TTTrans ne peuvent pas s'inscrire dans l'immédiateté, et, de fait, le temps dédié à la co-construction, à la transformation des représentations, des volontés, des orientations... est considéré comme beaucoup trop court, alors même que tous soulignaient initialement la chance donnée par un projet annoncé d'emblée sur 5 années.

- ◆ Si les publics jeunes sont considérés, par plusieurs maîtres d'ouvrage, comme mobilisés par les actions mises en œuvre, le constat est également posé de la non-mixité actuelle des jeunes. En outre, les jeunes les plus exclus, les plus éloignés, les plus empêchés... ne sont pas aujourd'hui les plus mobilisés, et ce fait constitue par essence une limite au projet, puisque Jeunes en TTTrans posait la question de l'accessibilité de tous comme enjeu prioritaire, dès l'élaboration de la réponse à l'appel d'offres de l'ANRU.

- ◆ Enfin, et de façon très liée au point précédent, les autoévaluations questionnent une autre limite du projet : celle du point de départ identifié des actions, initié parfois par les jeunes, mais porté aussi régulièrement, par les professionnels. Ici, la diversité des situations en termes de dynamiques montre bien que l'autonomie et le pouvoir d'agir ne se décrètent pas. Nous sommes alors dans ces éternels paradoxes bien connus des professionnels de la jeunesse, de la volonté de mobiliser à partir des envies et propositions des jeunes, mais de la difficulté de percevoir, partout, des appétences ou des initiatives... conduisant ainsi à la nécessité de « proposer », si les jeunes ne le font pas.

Ces différentes limites supposent bien évidemment des conditions que nous listons à présent, pour qu'elles puissent être prises en compte dans le cadre de la pérennisation des actions ou, le cas échéant, dans le cadre des ajustements nécessaires :

Pour poursuivre la consolidation et la stabilisation d'une politique de jeunesse intégrée dans le territoire de BpLC, il faut incontestablement maintenir la capacité de co-production de connaissances, via l'animation du réseau et la formation partagée de ses membres. En ce sens, la mise en place progressive de la CoLoc, est un élément clé qui permet de partager des questions, et de prendre des décisions collectives.

Nous percevons ici une possible posture de veille, d'observatoire de la part de cette coordination partagée, instance nécessaire et pertinente, si – et seulement si – elle est

en capacité de produire également de l'analyse au regard des observations récoltées. La raison d'être d'une telle instance est alors de vérifier, de façon continue, que les propositions sont bien conformes aux besoins identifiés et à l'évolution de ces besoins dans le territoire de BpLC.

Cette perspective encadre également le paradoxe cité précédemment concernant le point de départ des actions (les jeunes et/ou les professionnels). En d'autres termes, lorsqu'un territoire a la capacité d'assumer une veille alliant observations et analyses, il garantit alors la dérive possible du « faire à la place de... », voire du « penser à la place de... ».

Si ce réseau professionnel existe, se structure, se solidifie, il importe pour la suite qu'il soit soutenu, voire partagé, par les instances politiques (élus municipaux, communautaires, associatifs). En effet, sans portage politique transverse, il sera complexe de maintenir une dynamique dont l'objet est précisément de garantir la tenue possible d'un projet politique. Cette inclusion du politique dans la dynamique de réseau en place à BpLC concerne les espaces de discussion, les espaces décisionnels, mais aussi les espaces de formation. Ce point est d'autant plus important pour Jeunes en TTTrans, que la temporalité de la recherche se superpose avec une fin de mandat...

La place des institutions est également questionnée dans les conditions de poursuite des travaux. En ce sens, des relais seront nécessaires pour pérenniser les organisations locales. L'intérêt affirmé des partenaires institutionnels lors des groupes inter-institutionnels mis en œuvre dans la première phase de travaux, permet ici d'être rassuré sur les intentions des uns et des autres.

Une autre condition consiste, pour les deux années restantes de la recherche- action, à poursuivre et à diversifier le développement du réseau et les liens entre les réseaux existants. Ici, deux axes se dessinent clairement dans les autoévaluations : la nécessité de diversifier vers le champ économique et éco-alternatif ; la nécessité de s'ouvrir aux acteurs jeunesse en lien avec les populations jeunes les plus fragiles et les plus éloignées du droit commun (vulnérabilité, exclusion, publics relevant de la protection de l'enfance ou des mineurs, de mesures éducatives...)

Cet élargissement du champ répond aussi à l'objectif intrinsèque d'une politique de jeunesse intégrée et intersectorielle : celui de voir se rapprocher l'éducation nationale, l'éducation spécialisée et l'éducation populaire.

Dernier point, enfin, celui de la lisibilité et de la visibilité des plans d'actions mis en œuvre dans le cadre de Jeunes en TTTrans. Pour que la production de la recherche action soit appropriée et transférable, il importe de rendre intelligible ce qui se joue actuellement dans le territoire. Bien sûr, la démarche évaluative sert en partie cet objectif, mais les acteurs du territoire aussi se doivent, aujourd'hui, de rendre visible ce qu'ils co-construisent à BpLC.



1b. Le territoire de Lorient : quartier de Kervenaneq et de Bois du Château

Concernant le territoire de Lorient, si la lecture individuelle des autoévaluations est intéressante pour nourrir le questionnement, le sentiment est cependant fort d'avoir face à soi des fiches « non reliées » entre elles. La lecture globale conduit à une perception juxtaposée des actions proposées. Ce premier constat interroge sur le sentiment d'appartenance à Jeunes en TTTTrans, et sur l'intention initiale de porter collectivement les transformations.

Soulignons que les maîtres d'ouvrage eux-mêmes, lors d'une journée interterritoriale en juin 2018, avaient souligné le fait que la transversalité était difficile à rendre effective dans leur territoire et qu'ils ressentaient le besoin de travailler sur cette question afin de rendre plus opérationnelle une potentielle coordination partagée.

➤ Une première interrogation, d'ordre général, au regard des autoévaluations analysées :

Depuis la mise en œuvre des plans d'actions Jeunes en TTTTrans, début 2017, la nature même des actions et leur « légitimité » à être inscrites dans Jeunes en TTTTrans, sont discutées. Ici, à la lecture des propos recueillis, revient cette interrogation car certaines actions présentées nous paraissent relever clairement des missions dites classiques des structures engagées.

En outre, les contours des missions classiques méritent d'être bien définis, et l'on pourrait imaginer – c'est le cas pour plusieurs actions – que les modalités de conduite des actions sont suffisamment renouvelées pour s'inscrire dans la définition même des transformations visées par JeTTT des politiques publiques de jeunesse.

Mais, nous ne trouvons pas, cependant, cette caractéristique, partout, et il est nécessaire, dans l'adaptation actuelle des plans d'actions pour les deux années à venir, de vérifier cette donnée (ex : tournoi de foot, accompagnement et valorisation de projets de jeunes...)

Un point de vigilance est également à souligner dans les autoévaluations. La lecture des documents nous interroge sur les « filtres perceptifs » des maîtres d'ouvrage dans la lecture des données récoltées collectivement. Ainsi, on peut par exemple se rendre compte que le constat posé dans le diagnostic de 2016 de « *participation moindre des filles* » aux activités, se transforme dans les constats initiaux relevés ici pour justifier des actions en « *participation insuffisante des filles* » et fait naître une hypothèse de « *manque d'activités intéressantes pour les filles* »... De la même façon, certaines évaluations sont posées comme des états de fait, qui ne sont ni argumentés, ni partagés. (ex : une formation trop théorique sur les déterminismes sociaux).

Il s'agit ici d'un point de vigilance qui touche l'essence même du travail décloisonné et/ou du co-portage politique et d'actions : la dimension recherche de Jeunes en TTTTrans a ici un rôle important qui est de rappeler que le processus même de co-construction oblige à se distancier de ces propres représentations et de ses propres jugements. La fonction du diagnostic posé en 2016 avait bien cette fonction de partir d'un regard partagé. Il ne faudrait pas à présent que ce diagnostic soit interprété de façon différenciée par les porteurs d'actions.

➤ Le sens, les finalités, les lignes qui bougent en termes de politique intégrée :

Très clairement, la capacité de faire réseau est amorcée dans le territoire lorientais. L'interconnaissance des professionnels a été nourrie par des réunions régulières et par des formations collectives. Si un point de vigilance a été posé précédemment sur la capacité du territoire à optimiser son action transversale, il n'en reste pas moins que les lignes ont bougé de ce point de vue, et que la plupart des acteurs engagés dans la démarche comme maîtres d'ouvrage, ont accepté de privilégier la co-construction plutôt que la sectorisation des pratiques.

De ce point de vue, les leviers sont identifiés pour pérenniser une coordination locale porteuse de sens partagé :

- ◆ L'analyse des pratiques professionnelles
- ◆ L'appropriation collective du sens recherché
- ◆ Des capacités de remise en question des uns et des autres et donc, des espaces de débat contradictoire
- ◆ De l'investissement équilibré des uns et des autres, et de l'engagement à respecter les principes mêmes du projet

Concernant le territoire lorientais, il importe de souligner que ce qui donne du sens au projet, c'est la capacité des acteurs à faire avancer parallèlement des réflexions d'une part, et, d'autre part, des outils les rendant visibles et opérationnelles. Penser à la mise en œuvre d'un annuaire partagé, d'un agenda commun... tout en acceptant de penser au sens d'une politique plus partagée, permet, à n'en pas douter, d'expérimenter concrètement les avancées escomptées.

Autre point qui permet d'attester ici de transformations cohérentes avec le sens annoncé de Jeunes en TTTRANS : la mobilisation de partenaires importante, au-delà des maîtres d'ouvrage positionnés. Ce fait est plus réel à Lorient que sur les autres territoires, et prend toute son importance au moment de la phase d'adaptation actuelle, puisque les partenaires plus éloignés paraissent ici tout autant porteurs de sens que les maîtres d'ouvrage.

On note à Lorient une prise de conscience très forte de la nécessité d'une approche globale du jeune, approche possible uniquement si la coopération est réellement de mise. Ce point vient contrecarrer le point de vigilance annoncé au début de cette synthèse sur des interprétations qui seraient le fruit de filtres perceptifs individuels... Les autoévaluations attestent de la capacité des acteurs – c'est particulièrement vrai pour la MPT de Kervénanec et pour la Mission Locale – à échafauder collectivement des hypothèses, à partager des questions, des réflexions, des doutes et des craintes...

Ce point permet également d'entrevoir clairement dans le territoire de Lorient des amorces de transformation des modalités de prise de décision. Lorsque le pas est franchi de partager des analyses, le chemin est pré-tracé de co-construire des actions et des priorités d'actions.

Dernier point sur l'axe des politiques intégrées de jeunesse, l'échelon politique est très peu présent dans les évaluations, voire totalement absent, tant en ce qui concerne les politiques municipales que, à moindre échelle cependant, les politiques associatives. On perçoit, dans les propos et dans les éléments recueillis, un travail amorcé de

collaboration avec les institutions, mais l'absence de l'appropriation du politique ne peut que questionner...

➤ Ce qui est jugé innovant, différent, transformé :

Concernant le territoire lorientais, le qualificatif d'innovant a réellement lieu d'être pour bon nombre d'actions. Toutefois, un point de vigilance doit être posé pour vérifier, comme signalé précédemment, si certaines des actions menées ne relèvent pas de leurs cadres traditionnels de mise en œuvre.

Ce qui relève de l'innovation selon nous :

Les professionnels partagent aujourd'hui des réflexions et des questionnements qui sont, de fait, bien plus approfondis et pertinents que précédemment, avant la mise en œuvre de la recherche-action Jeunes en TTTTrans. Ce point est également de mise actuellement, dans la façon dont est conduite la phase d'adaptation des plans d'actions. Cette évolution de la nature des réflexions et de la transversalité de celles-ci, génère, indéniablement, des évolutions de postures professionnelles.

A titre d'exemple, les thématiques abordées lors des réunions de maîtres d'ouvrage, ou lors des temps d'ouverture à d'autres professionnels - la place des jeunes, l'accompagnement, la mixité genrée et sociale, la mobilité - sont traitées à partir des perspectives de plusieurs acteurs. Les filtres perceptifs des uns ou des autres sont ainsi compensés par des croisements de regards. Les façons d'agir en sont enrichies car les représentations bougent grâce à ces temps de travail collectifs.

On constate une réelle innovation dans l'évolution des cadres et des espaces dédiés aux accueils et/ou accompagnements des jeunes. Le traditionnel « local jeunes » ou « espace jeunes » a été largement remis en cause depuis le début de JeTTT, au profit de l'investissement d'espaces co-construits et parfois partagés.

L'exemple de la galerie commerciale de Kervenanec est ici intéressant : les jeunes y ont pris leur place, les adultes sont sortis de leurs murs, les habitants sont directement en proximité... Dans les trois territoires, la question des lieux est abordée, de façon différenciée : Jeunes en TTTTrans a permis de valider le fait que les espaces investis par les jeunes ne peuvent être imaginés que par eux, et que leur intégration dans les espaces de vie du quartier et/ou de la commune est un levier de visibilité, de reconnaissance et de rencontre.

Pour le territoire lorientais, la mobilisation de nouveaux acteurs, au-delà du cercle des maîtres d'ouvrage, atteste également d'une transformation importante de la conception même d'un projet jeunesse. Nous avons appelé à une vigilance sur ce point la première année de mise en œuvre de la recherche, craignant de ne trouver, dans le projet, que les acteurs « traditionnels » de ce champ.

L'élargissement a eu lieu en 2018, permettant des co-constructions pluridisciplinaires pertinentes : approche éducation populaire, approche plus psychologique, voire thérapeutique, commerçants, entreprises, organismes de formation... Cet axe est à consolider, mais les acteurs en présence sur les deux temps d'adaptation des plans d'actions lorientais laissent clairement envisager des partenariats plutôt novateurs : Association SESAME, Askoria, Ligue de l'enseignement, différents services de la Ville...

La question du pouvoir d'agir des jeunes est posée de façon récurrente à Lorient, et si la thématique n'est pas une innovation en tant que telle, elle ouvre néanmoins des

espaces expérimentaux au sein desquels les jeunes sont intégrés au processus de décision. Les actions portées par la Mission Locale illustrent parfaitement ce fait, qu'il s'agisse des collectifs TTTrans ou de la CMJ. On retrouve également fortement cette dimension dans le travail mené par la MPT de Kervénanec sur les lieux. De longue date, cette dernière avait travaillé cet axe de l'auto-gestion : JeTTT a clairement permis d'expérimenter de nouveaux fonctionnements au cœur du quartier.

Dans ce domaine, le premier point cité du partage de réflexions et du croisement de regard entre professionnels de champs disciplinaires différents, a également permis d'individualiser les propositions, et de faire en sorte que les jeunes les plus en marge et les plus éloignés des possibles, puissent être accompagnés « de plus près » (Université Sociale), alors même que d'autres pouvaient se satisfaire d'un « accompagnement plus distancié ».

Dernier point sur les transformations repérées et sur les aspects novateurs des actions portées à Lorient : celui du maillage territorial généré par Jeunes en TTTrans, et de la mobilité nouvelle des acteurs sur le terrain. On pointe ici incontestablement une valeur ajoutée du projet politique jeunesse lorientais, via JeTTT : des professionnels qui se connaissent mieux, qui se croisent, qui travaillent ensemble sur des actions communes, et qui sortent de leurs espaces professionnels habituels.

Pour illustrer, les collectifs TTTrans dans les quartiers, accompagnés par un professionnel de la mission locale, lui-même parfois accompagné d'un animateur de la structure de quartier. Illustration également autour de l'Université Sociale qui, via JeTTT, envisage des coopérations pertinentes avec les autres maîtres d'ouvrage, coopérations qu'il faudra regarder lorsqu'elles seront effectives (2019/2020).

Pour conclure ce second point, il importe de noter qu'à Lorient comme dans les autres territoires de JeTTT, le concept d'innovation se décline bien plus sur les modalités de mise en œuvre des actions que sur les actions elles-mêmes : c'est bien les postures des professionnels et des techniciens qui viennent transformer les représentations d'une part, les places et rôles pris par les jeunes d'autre part. Notons également, dans ces changements de posture, que la Ville, via sa mission jeunesse positionnée comme maître d'ouvrage, permet également de structurer progressivement les transformations : les coopérations nécessitent une coordination, et la Ville porte réellement dans ce projet, cette instance de coordination.

➤ Les conditions qui permettraient de poursuivre de façon cohérente :

L'idée des auto-évaluations était aussi de permettre d'envisager, dès à présent, les conditions possibles de la pérennisation : au regard des éléments qui nous ont été remis, nous identifions, à ce jour, quatre axes qui conditionnent la pérennité des transformations en cours sur le territoire lorientais :

- ♦ L'appropriation politique est un axe majeur pour qu'une politique de jeunesse globale et intégrée puisse s'inscrire dans le territoire de façon durable. Il ne s'agit pas ici uniquement des politiques de la collectivité, mais aussi des élus associatifs. A Lorient, certaines transformations sont amorcées, permettent les transversalités, les partages, les croisements... mais on ne les voit poindre qu'à l'échelle des professionnels. Les élus qui ne sont pas aujourd'hui en charge des questions de jeunesse et d'éducation ne nous semblent pas présents dans la réflexion, et pourtant, leur mobilisation sera indispensable au co-portage politique. De la même façon, la



posture des élus associatifs est préoccupante par endroit. Pour certaines structures, le portage relève exclusivement des professionnels, qui ne nous semblent pas légitimes, seuls, à porter les projets idéologiques et les orientations politiques des associations.

♦ Pour que la pérennisation soit possible, il importe également que les ambitions et finalités soient clairement identifiées – exprimées – dans le territoire. En d'autres termes, il est nécessaire de verbaliser ce que Jeunes en TTTTrans doit produire pour le territoire, pour les jeunes, pour les professionnels, pour les collectifs initiés dans ce cadre, pour les coopérations mises en œuvre... Aujourd'hui, les autoévaluations ne nous assurent pas d'une vision partagée de ces ambitions : nous avons même le sentiment que les objectifs poursuivis par les uns et les autres ne sont pas toujours de même nature (ex : développement d'activité ou autonomie des jeunes ? Accompagnement et valorisation des projets de structure ou de jeunes ?...)

♦ Les transformations amorcées ne répondront aux ambitions de la recherche action TTTTrans qu'à la condition que les mixités de jeunes concernés soient réelles et que les transversalités se créent de façon tangible. Ainsi, la question plurielle de la mixité - sociale, genrée, géographique, culturelle... - est une thématique à analyser de près et de façon perpétuelle. Ces mixités ne seront de mises que si les acteurs différents coopèrent de façon réelle, c'est-à-dire en admettant de sortir des zones de confort structurelles pour tendre vers un intérêt général des populations jeunes

♦ Dernier axe, celui de la « mise en musique » de l'ensemble. Les changements amorcés aujourd'hui et les coopérations qu'ils supposent, doivent être organisés au sein même d'un projet politique fort. Pour ce faire, il nous semble essentiel que la mission jeunesse de la Ville soit reconnue comme pilote d'une politique globale et intégrée. Pour assumer cette tâche, il importe que le cadre de la mission jeunesse et les moyens dont elle dispose, soient clairement identifiés, et que les rôles des uns et des autres dans le copartage du projet global soient également bien définis.

1c. Le territoire de Morlaix Communauté

Remarque préliminaire : *Le plan d'actions proposé en fin d'année 2016 par Morlaix Communauté, a été pensé comme un puzzle, dont les pièces se combinent les unes avec les autres. En outre, si ce maillage est censé être lisible à l'interne, pour les porteurs de projets, il est difficilement abordable à l'externe, même pour des membres de l'équipe projet qui, pourtant, sont proches du terrain. Cette difficulté de lecture est probablement due à une multitude d'intitulés, mais aussi à un système « gigogne » : dans chaque action sont inscrites des « sous-actions » et l'arborescence elle-même est complexe à aborder. Lors des échanges, les maîtres d'ouvrage eux-mêmes avouent « qu'ils s'y perdent aussi »... Ce point est certes anecdotique puisqu'il ne relève que de la forme des actions et de leur présentation et/ou appellations. Cependant, cette difficulté à lire, à comprendre, à aborder une approche globale du plan... ne facilite ni le partage, ni le transfert. En effet, dans les principes mêmes énoncés par l'équipe Jeunes en TTTrans, le transfert de connaissances, l'approche comparative, l'essaimage à plus large échelle... sont posés. Or, pour ce faire, il importe que les actions entreprises, les objectifs qu'elles servent, la place qu'elles occupent au sein du plan d'actions global... soient des éléments importants de communication et de diffusion.*

15

Dans le territoire morlaisien, si l'on s'efforce de penser la transversalité entre les autoévaluations, deux axes se dessinent distinctement. Le premier est construit autour du concept d'accompagnement, qui constitue la pierre angulaire des actions menées dans le cadre de Jeunes en TTTrans. L'accompagnement des jeunes, collectivement et/ou individuellement, représente le cœur de la réflexion concertée dans le territoire, et les modalités à partir desquelles il se décline, représentent, pour les maîtres d'ouvrage, les premiers leviers de transformation des politiques publiques de jeunesse : accompagnement bienveillant, englobant, protecteur d'une part, reconnaissant chaque jeune dans sa singularité et dans son besoin d'attention ; accompagnement plus distancié d'autre part, reconnaissant la capacité de chacun à agir, à penser, à se dépasser, à choisir... Les modalités diverses d'accompagnement, évoquées dans les autoévaluations obligent à autant de postures professionnelles adaptées, qui elles-mêmes, sont, de fait, en évolution.

Le second relève d'une confiance accordée aux jeunes dans leur pouvoir d'action au sein des politiques publiques qui leur sont dédiées. Les autoévaluations inscrivent fortement cette dimension dans ce qui illustre, aux yeux des maîtres d'ouvrage en tous cas, le sens des transformations en cours. Ce pouvoir d'agir est encouragé dans les actions portées, il est accompagné si besoin, il est valorisé lorsqu'il est mis en œuvre... et les maîtres d'ouvrage appellent de leurs vœux son développement accru.

➤ Le sens, les finalités, les lignes qui bougent en termes de politique intégrée :

Lorsque les maîtres d'ouvrage sont interrogés sur la façon dont leurs actions répondent aux enjeux de la recherche-action Jeunes en TTTrans, ils s'accordent sur différents axes :

Les actions portées à Morlaix Communauté permettent de donner des clés de lecture aux jeunes « pour mieux vivre leurs jeunesses ». Clairement, les dimensions dans



lesquelles les actions ont l'ambition de s'inscrire sont globalisantes. Elles ne visent pas à morceler les réponses, mais bien à proposer aux jeunes de pouvoir construire des visions globales, multiformes, intégrées... En d'autres termes, les autoévaluations mettent en évidence le souhait, partagé par la majorité des maîtres d'ouvrage de ce territoire, de faire du lien entre « *la prise en compte globale du jeune* » et la mise en œuvre d'une politique intégrée de jeunesse, comme si l'un représentait un levier essentiel de garantie de l'autre.

Dans le même ordre d'idées, la question des espaces et des lieux est pensée de façon globale dans ce territoire. La réflexion des maîtres d'ouvrage témoigne de leur préoccupation à agir sur des bassins de vie plus que sur des espaces administratifs et/ou de résidence.

La thématique de « *l'envie* », « *du plaisir* », est récurrente dans les autoévaluations recueillies. Elle est présentée comme un préalable nécessaire à la mobilisation des jeunes. Ainsi, on trouve dans les propos, des éléments évaluatifs qui évoquent l'envie d'avancer, de se dépasser, le plaisir d'être en collectif, le plaisir d'être sur scène, le plaisir d'aller au bout du projet...

Cette entrée est clairement opposée à celle de la contrainte et de la perte de sens. Toutefois, elle ne s'oppose en rien à l'énergie, voire à l'effort, nécessaires à l'aboutissement ou à la réussite du projet. La question de l'envie et du plaisir à proposer, construire, agir... est très liée, dans les autoévaluations, à celles de la confiance en soi et de l'estime de soi. On perçoit ici une spirale positive qui semble donner « *des envies d'agir* », pour reprendre une expression chère aux anciennes instances de la Jeunesse et des Sports, des envies de « *faire* », de se mobiliser, de participer... rendues possibles par les conditions environnementales des actions : environnements humains, modalités d'accueil, capacités d'écoute, intérêt, empathie, reconnaissance...

Ce qui répond fortement à la question du sens et des finalités d'une politique jeunesse intégrée dans le territoire morlaisien, c'est la capacité collective des acteurs à repérer des besoins nouvellement apparus ou des comportements transformés de jeunes. Indéniablement, le croisement de regards, rendu possible par Jeunes en TTTTrans conduit les acteurs locaux à élargir leur focale réflexive.

C'est l'instance de Coordination partagée qui garantit la possibilité de réfléchir autrement, avec plus de perspective, plus de recul, moins de certitudes... On perçoit ici la mise en œuvre, partagée également, d'une mission de veille, d'observation et d'analyse continue. A titre d'exemples, sont cités dans les autoévaluations des nouveaux comportements repérés en termes d'isolement de jeunes, en termes de violence, en termes de stratégies de contournement pour pallier des déficits de connaissances... ces nouveaux comportements – ou ces nouveaux repérages de comportements qui étaient peut-être préexistants – génèrent, bien évidemment, des nouveaux besoins en termes de modalités d'accompagnement.

Enfin, dans les autoévaluations, plusieurs avancées sont citées comme des éléments attestant du sens approprié d'une politique intégrée de jeunesse : la coordination partagée, qui vient d'être citée dans le point précédent, est décrite comme une instance qui permet de rendre visible et compréhensible la transversalité et le maillage territorial. Cette modalité de coordination ne joue son rôle que lorsque les acteurs acceptent d'y participer activement et de s'y remettre en cause si besoin. Notons, pour le territoire Morlaisien, qu'à la suite de cette instance professionnelle partagée, est



née une instance politique de même type. Cette création est lourde de sens dans le champ qui nous occupe puisque les élus sont bien les porteurs des politiques publiques de jeunesse et que ce prolongement politique de la coordination professionnelle atteste bien d'une volonté de portage et d'appui des transformations en cours. L'évaluation sera attentive à regarder de près cette instance politique novatrice.

➤ Ce qui est jugé innovant, différent, transformé :

Incontestablement, la dimension collective donnée à la coordination locale, change la donne pour le territoire morlaisien, tant au niveau des professionnels qu'au niveau politique. Nous l'avons dit, la coordination partagée, aujourd'hui très opérationnelle pour quasiment tous les porteurs d'action, a été suivie par la mise en œuvre d'une commission politique transversale, dont il est trop tôt pour tirer des éléments évaluatifs, mais qui a cependant le mérite d'exister et d'expérimenter une dimension nouvelle de co-construction.

L'innovation, dans cette instance, relève à la fois de son objet – coordonner collectivement – mais aussi de la réflexion globale qu'elle permet sur la question des jeunes. Réflexion partagée, croisement de points de vue, construction progressive d'une problématique adaptée à l'existant et au contexte local... autant de leviers qui apparaissent, dans le territoire morlaisien, comme incontournables pour porter une politique intégrée de jeunesse. Notons ici, à titre d'exemple, des réflexions intéressantes et nécessaires dans le domaine des transmissions et de leurs modalités : transmission de savoirs, d'outils, de compétences, de valeurs...

Les postures, les pratiques, et les mobilités professionnelles, expérimentées dans le cadre du plan d'actions de Jeunes en TTTTrans, nous paraissent également innovantes, en ce sens qu'elles ont conduit les maîtres d'ouvrage à « *sortir de leur zone de confort* », pour aller, ensemble, là où vivent et agissent les jeunes.

Initialement portée comme une action en référence à un maître d'ouvrage – le centre PEP KERAVEL -, la posture aujourd'hui nommée « *Aller vers* » transforme, sans nul doute, le rapport aux jeunes et est accompagnée d'un déplacement des autres professionnels là où les jeunes ont été mobilisés par un animateur « *allant vers* » eux.

Ainsi, deux dimensions s'opèrent conjointement dans ce registre : l'innovation de la posture de l'animateur jeunesse, en première ligne, qui génère, en second temps, une possibilité de rencontres croisées avec d'autres acteurs, sortis eux aussi de leurs espaces habituels : citons à titre d'exemples ici le PAEJ et le PIJ.

Cette transformation, et ce qu'elle produit, ne sont probablement pas sans rapport avec le projet, en cours de consolidation pour la suite de JeTTT, d'un lieu central, non fléché sur une structure ou une institution en particulier, mais dont le principe pourrait être qu'une fois approprié par les jeunes ou les collectifs de jeunes, il puisse accueillir des professionnels accompagnateurs, d'identités et de champs thématiques divers (culture, insertion, santé, entrepreneuriat, engagement...), pour construire, en son sein, une dynamique porteuse de développement.

Dernier point dans le champ de ce qui peut être repéré comme innovant pour Morlaix Communauté : la mobilisation de partenaires qui n'étaient initialement pas à la table des échanges concernant les politiques publiques de jeunesse ou les actions susceptibles de s'y rattacher : EPCI, structures du champ du handicap, spécialistes des questions de discrimination, éducation nationale, mission sur le décrochage

scolaire, professionnels du monde agricole, plateforme de mobilité, partenaires régionaux... L'élargissement suggéré dans les notes évaluatives précédentes est ici clairement en cours.

➤ Les conditions qui permettraient de poursuivre de façon cohérente :

Dans les autoévaluations élaborées dans le territoire morlaisien, un certain nombre de limites sont pointées, permettant ainsi d'identifier des points de vigilance ou des obstacles qu'il faudra supprimer ou contourner pour poursuivre, ajuster et/ou pérenniser.

En effet, rappelons que l'idée des auto-évaluations était aussi de permettre d'envisager dès à présent les conditions possibles de la pérennisation : parmi les limites et les freins évoqués, voici ceux qui, selon nous, méritent ici d'être analysés :

- ♦ La question de la lisibilité et de la visibilité du plan d'actions, évoquée en remarque préalable à ce document, nuit à la compréhension de ce qui se fait sur le territoire, et n'incite probablement pas les potentiels partenaires à aller de l'avant pour s'approprier ce plan.
- ♦ La présence de l'échelon politique questionne pour plusieurs actions, ainsi que celle des institutions en charge aujourd'hui des politiques de jeunesse ou financeurs de la recherche jeunes en TTTrans. Cette limite est pointée, mais notons, toutefois, que sur ce point, les lignes semblent bouger dans ce territoire.
- ♦ Plusieurs maîtres d'ouvrage pointent également des cadres ou des habitudes de travail aujourd'hui incompatibles avec le sens-même de l'expérimentation portée par Jeunes en TTTrans. Sont questionnées ici les politiques contractuelles, au sein desquelles il est difficile de porter des espaces de décision différents et partagés ; des habitudes professionnelles où le « *faire pour* » est plus intégré que le « *faire avec* » ; des catalogues de formation clés en main, peu compatibles avec l'émergence de besoins nouveaux...

Ces freins, pointés dans les travaux d'autoévaluation menés par les maîtres d'ouvrage, nous conduisent à identifier des paramètres qui conditionnent, selon nous, la suite des travaux menés dans le cadre du projet Jeunes en TTTrans :

Pour mener à bien les transformations ambitieuses que vise TTTrans, il importe de se donner du temps. On trouve aujourd'hui des lignes de changement qu'on ne percevait pas il y a deux années, mais on discerne bien aussi que les actions initiées doivent passer par un certain nombre de filtres d'analyse avant d'être appropriées par tous et avant de produire une transformation des cadres et des politiques. Si le temps n'est pas accordé à cette volonté de transversalité, le risque est fort de voir à nouveau se sectoriser les approches.

L'une des conditions majeures est celle de la reconnaissance des jeunes comme des acteurs et interlocuteurs impliqués et engagés dans les politiques et les offres qui sont faites en leur direction. Les habitudes sont tenaces de consulter, éventuellement de discuter... mais, finalement, de ne pas associer aux décisions.

Or, si la confiance n'est pas accordée aux jeunes et à leur capacité d'agir, ils ne pourront adhérer, à long terme, aux propositions qui leur sont faites. Il ne s'agit pas ici de faire sans cadre ou sans accompagnement, mais bien de faire avec, de co-construire, d'agir en transversalité... et de ne jamais s'autoriser à penser à la place de l'autre.

L'une des conditions de poursuite des travaux nous paraît également être de l'ordre de la capacité à transformer et à réfléchir collectivement. Nous l'avons dit, la coordination partagée est aujourd'hui le levier le plus fort pour permettre une prise en compte globalisée des besoins des jeunes. En outre, la capacité de chaque acteur à agir pour l'intérêt général et particulier des jeunes doit garantir des fonctionnements plus intégrés, plus transversaux. La condition qui émerge ici est bien celle de l'investissement de tous dans ces façons de faire qui privilégient la démarche professionnelle concertée aux trajectoires plus individuelles des structures.

Il va de soi que l'inscription des projets au plan d'actions co-porté doit illustrer cette volonté de partage : or, certains projets, à ce jour, relèvent des missions classiques des structures et une analyse plus approfondie devra permettre de vérifier les « *pas de côté* » possibles des porteurs, pour se défaire de leurs logiques plus individuelles de structures.



2. Approche synthétique de l'ensemble des autoévaluations

A ce stage de l'évaluation 2018, nous avons choisi de mettre en évidence quatre axes transversaux abordés dans les réponses aux questionnaires recueillis dans les trois territoires concernés par la recherche-action Jeunes en TTTTrans. Ces idées forces représentent, selon nous, des pistes de réflexion et de construction politique incontournables pour la suite du projet, et plus globalement pour la mise en œuvre pérenne de politiques de jeunesse globales et intégrées.

➤ La construction identitaire du jeune comme préalable à son intégration dans un projet :

Dans les trois territoires, des modalités d'accompagnement nouvelles se sont mises en place, qui permettent d'accompagner le jeune dans sa globalité, plutôt que de n'en percevoir qu'une facette partielle et partiale (celle de l'élève, du demandeur d'emploi, de l'apprenti, du jeune qui se met en risque...). La construction identitaire devient prioritaire dans les enjeux portés, et elle oblige le recul des logiques sectorielles.

« Lorsque les conditions environnementales, sociales et humaines, politiques et institutionnelles, sont pensées pour les jeunes de façon pertinente, elles leur offrent une reconnaissance telle qu'elle nourrit leur construction identitaire suffisamment pour qu'ils aient envie d'agir et qu'ils parviennent, le plus souvent, à mener à bien leurs projets. »¹

Ce constat oblige à penser autrement les logiques institutionnelles, en envisageant de différer parfois les productions attendues des jeunes accompagnés : le temps nécessaire à la connaissance des autres, de soi, à la compréhension de son environnement, à l'identification de ses désirs et de ses souffrances, de ses émotions, de ses difficultés et de ses appétences... est bien loin d'être du temps perdu. Au contraire, il est un garant de la capacité ultérieure à faire ses propres choix, à se positionner, à exister...

➤ Les coordinations locales partagées comme outils pertinents d'une politique intégrée de jeunesse :

Jeunes en TTTTrans réussit aujourd'hui à dépasser les conflits séculaires d'identité professionnelle, en réunissant, pour agir collectivement, une pluridisciplinarité d'acteurs. Les modalités de travail sont, de ce point de vue, innovantes. Les filtres perceptifs des uns et des autres, induisant des représentations de jeunesse biaisées, semblent s'estomper. Indéniablement, lorsqu'elles fonctionnent harmonieusement, les coordinations locales partagées servent une logique de politique intégrée.

Ces instances nouvelles sont positionnées dans les trois territoires mais connaissent des réalités différenciées. Leur logique de construction explique partiellement ce fait. A Morlaix, le travail en réseau préexistait à la coordination partagée. De fait, les habitudes de travail en transversalité sont prises de longue date et la coordination

¹ DAVOUST L. « S'engager pour se construire : un enjeu contemporain pour les jeunes ». Thèse de doctorat. 2016. p.293



partagée s'est rapidement imposée comme l'instance ad hoc pour accompagner Jeunes en TTTrans. Dans le territoire de BpLC, a contrario, le collectif n'était pas construit au démarrage de Jeunes en TTTrans et il a fallu prendre du temps pour se connaître, se comprendre, se construire une culture et des perspectives communes... La « Coloc » apparaît, au bout de deux années de fonctionnement, une instance pertinente pour mieux répondre aux besoins des jeunes, mais ses membres sont vigilants à la rendre « solide » pour garantir sa pérennité. Dans le territoire lorientais, le terme même de coordination partagée n'est pas encore approprié, mais les rencontres entre maîtres d'ouvrage sont régulières.

La pertinence de la coordination partagée pour conduire et/ou porter une politique de jeunesse globale dépend probablement du degré de partage de ses membres, leur conférant, de fait, des capacités à agir et à décider collectivement. Si l'outil, en tant que tel, est incontestablement approprié pour davantage de transversalité politique et opérationnelle, il s'avère que les engagements réels des uns et des autres en son sein, représentent les conditions *sine qua non* de sa pertinence. ²

➤ Des formations professionnelles à réinterroger

« L'identité professionnelle a toujours part narrative et l'art de faire de tout métier digne de ce nom s'enroule de paroles. Dire le sens de ce que l'on entreprend, se référer à des valeurs supra, relier les actes à une conception des rapports au monde ; tout cela participe du processus identitaire qui va faire que des individus d'une même profession vont se reconnaître dans un dessein pour ne pas dire dans une œuvre commune. C'est affaire de subjectivité certes, mais n'est-ce pas pour cela que des hommes et de femmes qui s'engagent pleinement dans les métiers sociaux, se font souvent porte-parole de valeurs -humanistes et civiques notamment- y compris dans leur existence hors travail ? »³

Si cet extrait de l'ouvrage d'Alain VILBROD nous rappelle que les formations dont il est ici question puisent leur sens et leur identité dans le registre idéologique des valeurs, il n'en reste pas moins que, lorsque les réalités sociales bougent, les formations professionnelles auxquelles elles se rattachent doivent probablement être revisitées.

Jeunes en TTTrans met aujourd'hui en évidence que les modalités d'accompagnement des jeunes méritent d'être plus distanciées : la posture du professionnel accompagnateur s'en voit, de fait, modifiée. Le travail partenarial des territoires témoigne de cette nécessité de repenser les formations professionnelles pour qu'elles répondent davantage aux besoins identifiés par la recherche : accompagnement distancié, écoute attentive, parcours, lutte contre le non-recours...

² Ce point est particulièrement travaillé dans un travail évaluatif spécifique, réalisé dans la cadre du Master 2 ENJEU de l'EHESP : « *Evaluation de la coordination partagée sur le territoire de Morlaix Communauté* »

Laurine ARMINGEAT, Marie-Aurélien BELLE, Justine BOIRAL, Nathalie BOUHADDI-LIGER, Pauline COHERGNE, Eloi CORDIER, Johana MEDEVIELLE, Chloé PAUGAM.

Ces travaux sont également repris dans un article à paraître en juin 2019 dans **Les cahiers de l'INJEP** : « *La coordination partagée : une modalité innovante au service de politiques jeunesse intégrées et globales* » LE ROUX S. / DAVOUST L. & al.

³ VILBROD A. « L'identité incertaine des travailleurs sociaux ». L'Harmattan. Collection Travail du Social. p.12



➤ Des engagements différenciés à attendre des jeunes investis dans les actions

Il va sans dire que les jeunes accompagnés dans le cadre de TTTrans ne constituent pas une population homogène : les autoévaluations conduites montrent la nécessité de différencier les attentes, les propositions, les objectifs, afin de permettre des constructions progressives et, de fait, plus solides face aux difficultés.

A plusieurs occasions, l'évaluation a pointé le fait que les jeunes les plus éloignés des projets ou espaces traditionnellement dédiés dans les territoires, étaient une population complexe à mobiliser. En filigrane des autoévaluations, on perçoit aisément la nécessité de différencier les approches selon les jeunes auxquelles on prétend s'adresser : l'autonomie et la liberté de choix ne se décrètent pas, mais s'acquièrent au fil d'un processus d'accompagnement et d'éducation. En ce sens, il importe de ne pas uniformiser les plans d'actions TTTrans afin de toujours s'adapter à celles et ceux qui demandent, sans toujours le verbaliser, plus de temps, plus de « perches tendues », plus de sécurisation... pour s'autoriser à exprimer leurs propres aspirations.

22

Limites et points de vigilance

Pour conclure cette première partie - centrale dans la démarche évaluative 2018 - plusieurs points méritent d'être rappelés, parce qu'ils constituent, selon nous, des limites ou des obstacles freinant le développement potentiel d'une politique globale :

♦ **Des postures privilégiant l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général** : l'arrivée d'un PIA jeunesse dans les trois territoires a généré des postures différenciées - de l'engouement à la défiance -, sur lesquelles l'évaluation s'est déjà penchée. En outre, force est de constater aujourd'hui que l'atteinte des objectifs de décroisement réel au profit d'une réponse globale à des besoins identifiés de jeunesse, ne peut se construire que si les positionnements des porteurs de projets sont sincères et collectivement engagés.

♦ **Des portages politiques peu affirmés** : le regard porté par les élus référents des trois territoires viendra ultérieurement le confirmer dans cette note évaluative, l'appropriation politique est difficile, et, par là-même, le portage collectif du projet. Les politiques jeunesse sont des objets non palpables, peu visibles, au moins dans le sens qui leur est donné par le projet Jeunes en TTTrans, et de fait, il est complexe de convaincre les élus non spécialistes de ces questions. Pourtant, la caractéristique première des politiques globales, coordonnées et intégrées est bien leur capacité à fédérer, à asseoir, autour d'une même table, des élus en charge de questions différentes mais toutes potentiellement intéressantes pour des jeunes et intéressées par des points de vue de jeunes.

Aujourd'hui, Jeunes en TTTrans est un projet qui « fait parler de lui », dont les élus « ont entendu parler », mais qui n'est pour autant pas co-porté, ni politiquement, ni institutionnellement.

On a le sentiment à ce jour que la diffusion et l'essaimage s'appuient davantage sur des convictions portées par des femmes et des hommes que par des appareils institutionnels et politiques (appareil au sens du collectif qu'ils représentent). En outre, si les plans d'actions ne parviennent pas à convaincre d'autres politiques que



ceux en charge des questions de jeunesse, la suite du projet, si pertinente soit-elle en termes de politiques intégrée de jeunesse, sera mise en danger.

♦ **Des cadres législatifs parfois inadaptés et souvent rigides** : ce n'est pas la première fois que l'évaluation pointe cette limite d'un cadre législatif trop étroit pour se donner la liberté de l'expérimentation, mais il nous semble important de néanmoins le rappeler : les plans d'actions mettent en évidence des modalités d'accompagnement en phase avec les besoins actuels des jeunes, mais ces besoins ne peuvent être satisfaits par les professionnels en charge de ces populations dans les territoires qu'à la condition de reconnaître des environnements et des règles professionnels différents de ceux qu'ils sont aujourd'hui. Citons ici, à titre d'exemple, la nécessité de revisiter le cadre réglementaire de l'accompagnement des jeunes sur l'espace public ou la nécessité de financer des structures autrement que via la présence effective de jeunes dans un espace déterminé.

♦ **Des partenariats qui se déploient localement et/ou thématiquement** : la note évaluative 2017 pointait un risque d'entre soi de partenaires jeunesse déjà inscrits traditionnellement dans ce champ. Autrement dit, l'observation première de la mise en œuvre des plans d'actions laissait craindre peu d'ouverture et peu d'innovation en matière de diversité disciplinaire. Si les lignes bougent de façon sensible en 2018, ce point de vigilance reste encore de mise aujourd'hui. Les partenariats se sont certes élargis, mais, pour couvrir l'ensemble des besoins des jeunes, dans toute leur hétérogénéité, il est essentiel de travailler, localement et régionalement, à la consolidation des liens entre champs différents, qui, historiquement, ne se sont pas beaucoup croisés.

3. Des élus qui affirment leurs convictions et leurs choix de politiques de jeunesse globales et intégrées

Comme énoncé en introduction, nous avons également conduit des entretiens auprès des élus locaux, impliqués dans leur territoire, dans la recherche-action Jeunes en TTTrans ou, plus globalement, en charge de ce dossier.

Deux élus ont été rencontrés à Lorient, un élu a été interrogé à BpLC et trois élus ont été rencontrés à Morlaix. Dans les paragraphes suivants, plusieurs verbatims sont utilisés pour illustrer l'analyse. Nous les avons toutefois anonymisés et non identifiés géographiquement de façon à faciliter l'utilité régionale de l'évaluation sans stigmatiser tel ou tel territoire.

L'objectif de ces entretiens était double : d'une part, nous souhaitons pouvoir mener une approche comparative entre les perceptions des professionnels, via l'outil d'autoévaluation proposé, et celles des élus, également impliqués dans les territoires, mais à des places différentes ; d'autre part, nous voulions vérifier si les représentations initiales des élus, exprimées en 2016, sur ce qu'était pour eux le sens d'une politique intégrée de jeunesse et sur les raisons de leur engagement dans le projet TTTrans, avaient ou non évolué.

S'il est assez aisé d'identifier des axes communs dans les autoévaluations conduites par les maîtres d'ouvrages et dans les propos recueillis auprès des jeunes que nous présenterons en dernière partie de ce rapport, la synthèse des propos des élus est moins homogène : cinq entretiens expriment des postures proches et évoquent les lignes qui ont commencé à bouger via le projet TTTrans. Un entretien évoque surtout des déceptions. La présente synthèse tente donc de mettre en exergue les raisons potentielles de cette différenciation de points de vue.

Nous avons fait le choix de proposer ici une synthèse centrée sur trois axes clés :

➤ Des élus politiques difficiles à convaincre

Dans les trois territoires, force est de constater que les élus locaux interrogés s'accordent à trouver leurs pairs peu mobilisés sur ce qui touche aux politiques de jeunesse. S'ils portent eux-mêmes Jeunes en TTTrans, parce qu'ils sont convaincus de l'intérêt des politiques de jeunesse globales et intégrées, ils peinent en revanche à expliciter et partager cet intérêt au sein des conseils ou commissions qu'ils animent ou président. « *Dans l'ADN d'un élu, de manière générale, on aime bien les choses concrètes...* ».

Sur ce premier point, l'analyse faite des propos recueillis auprès des maîtres d'ouvrage est en tous points conforme à celle des élus locaux.

Pourtant, les élus rencontrés continuent d'y croire : ils restent, dans leur majorité, déterminés sur le choix pertinent qu'ils ont fait en intégrant la démarche. « *On est bien sur la volonté de mieux construire ensemble des choses qui correspondent à l'objectif de renforcer l'autonomie des jeunes et à améliorer leur accès à l'émancipation* ».

Deux éléments conditionnent, à notre sens, l'appropriation plus aisée des questions de politiques de jeunesse intégrées ou plus traditionnelles, par une plus large partie des élus en charge des questions de politique locale :

- ♦ Le premier concerne la capacité des porteurs de la recherche-action jeunes en TTTrans à rendre intelligible leur travail. Il s'agit presque ici de compétences pédagogiques, au sens didactique du terme. Le registre conceptuel des politiques de jeunesse est spécifique, le champ de la recherche est souvent abstrait, les

caractéristiques des populations auxquelles on s'adresse ici sont singulières et mouvantes... autant de paramètres qui rendent difficile l'acculturation à ce domaine. Les élus « initiés », tout comme les professionnels formés à ces questions ont besoin de faire l'effort de décrire, rendre visible, illustrer, démontrer...pour que le panel de leurs interlocuteurs puisse s'étoffer et se diversifier. Il s'agit bien ici d'être en capacité de décrire précisément ce que l'on fait dans chaque action et ce que chaque action produit, pour mieux faire comprendre ce que l'on défend et les valeurs auxquelles se réfèrent les pratiques. En d'autres termes, pour convaincre les politiques des autres champs sectoriels de l'intérêt de l'intérêt d'une politique transversale de jeunesse, il est essentiel de partir de l'analyse des pratiques et de leurs effets pour envisager de porter ensuite collectivement des valeurs et des orientations politiques.

♦ Le second, de façon très complémentaire, concerne la nécessité de rendre concrètes les orientations portées par le projet Jeunes en TTTTrans. Si l'évaluation pointe, de façon récurrente, la nécessité du temps de l'interconnaissance, le besoin de réflexion, l'exigence d'analyse... il n'en reste pas moins que la démarche, pour être convaincante et transférable à d'autres secteurs, populationnels ou géographiques - voire thématiques - doit absolument se décliner par de l'action tangible, concrète, palpable... et donc, évaluable.

➤ Deux postures distinctes sur les plans d'actions

Les élus ont été interrogés sur la façon dont ils pouvaient aujourd'hui qualifier les plans d'actions en cours dans les trois territoires. Cinq d'entre eux emploient les mêmes termes : pertinent, adapté, co-construit, intéressant, diversifié, ambitieux... Un estime le plan d'action de son territoire non ambitieux et affirme ne pas se reconnaître pas dans celui-ci.

La principale divergence ici - qu'il sera intéressant de questionner dans la suite des travaux - relève, selon nous, à la fois des logiques de construction d'une part, de transformation d'autre part, dans le cadre d'un Programme d'Investissements d'Avenir.

La plupart des élus prônent la construction progressive, en se donnant le temps de la transformation et de l'appropriation de celle-ci. En ce sens, même s'ils expriment parfois des doutes, des craintes que les expérimentations ne produisent pas les effets escomptés, ils affirment cependant leur adhésion aux changements qu'ils perçoivent. *« Les changements, c'est vraiment une politique de longue haleine ! »* ; *« Un changement, il faut l'amplifier, le consolider et l'inscrire dans la durée »*.

L'autre posture, minoritaire, relève de l'opportunité permise par le PIA en termes de moyens supplémentaires et d'ingénierie. *« On joue petits bras d'un point de vue financier, ça ne va pas loin. »*

Dans les deux types de propos, on relève des conceptions bien différentes de la façon dont le changement peut ou doit se construire ; différence de point de vue que l'on retrouve également sur la question de l'innovation.

« Je me dois de faire fonctionner, avec une coordination que vous maîtrisez, les acteurs du territoire. On ne peut que valoriser ces acteurs, les rendre plus performants, parce qu'on bâtit un réseau, on tisse quelque chose au profit de notre jeunesse, parce que, même si ce n'est pas mon domaine de compétences, dans l'organisation de toutes les activités autour de la jeunesse, je suis très attaché à ma jeunesse. » Ce propos montre combien les élus sont attachés à partir de l'existant, le valoriser, puis l'optimiser grâce aux accompagnements et aux coordinations rendus



possibles par le cadre de Jeunes en TTTrans. Pour la plupart d'entre eux, ils ne considèrent pas l'opportunité PIA comme un levier radical de transformation, mais davantage comme un moteur qui impulse une dynamique plus forte, qui oblige à agir de concert, qui force le maillage territorial. *« Pour moi, dans une communauté, la principale obligation des élus, c'est la cohésion sociale...et le secteur jeunesse, c'est un des volets de la cohésion sociale. Ça veut tout dire cohésion sociale : c'est de donner à notre jeunesse la capacité d'évoluer très jeune, c'est à dire la capacité d'être accueilli tout bébé, d'être mis dans le milieu scolaire le plus rapidement possible avec le meilleur accompagnement possible périphérique, c'est la capacité de donner la restauration qui va bien et ainsi de suite, l'apprentissage, la scolarité, le parcours étudiant, et l'emploi, la formation... c'est tout ça en fait ».* La recherche-action Jeunes en TTTrans, au regard des élus, permet cette vision transversale qui cimentent potentiellement l'ensemble des secteurs d'une collectivité. Dans cette vision, même si les actions entreprises doivent être visibles et étendues, elles n'en sont pas moins la continuité d'un ensemble de politique territoriale.

« Le PIA c'était des moyens supplémentaires, une ingénierie de pointe, performante avec des moyens beaucoup plus importants pour expérimenter des choses nouvelles. » Dans l'autre vision des choses, le ciment de la cohésion n'est pas abordé, mais le regard est critique sur le peu d'amplitude donnée aux plans d'actions portés dans les territoires de Jeunes en TTTrans. Le levier principal imaginé ici était davantage de l'ordre du développement de projets, pour faire la démonstration des moyens mobilisés : *« Il faut des processus, des méthodologies, mais aussi des actions qui permettent de durer au-delà du PIA sinon ça ne sert à rien de penser des trucs extrêmement couteux pendant 4 ans qu'on ne pourra plus assumer derrière. »*

➤ Des attentes exprimées en termes de mobilisation institutionnelle et de communication

Dans les trois territoires, la constitution des groupes interinstitutionnels a été regardée comme une avancée intéressante, permettant de garantir un cadre de réflexion et, le cas échéant, de pérennisation pour la suite. Ces groupes recouvrent des réalités différentes, mais ils existent dans les trois sites.

Toutefois, à l'échelle locale, des regrets sont exprimés sur le degré d'investissement parfois faible de l'état.

« ...une mobilisation très faible des services de l'Etat. Alors, je ne parle pas des services centraux, le sous-préfet nous appuie, les DDCS nous appuient, voire nous contrôlent, mais c'est normal, c'est leur rôle, par contre, très faible mobilisation des principaux ou CPE de collèges, les CIO, de gens liés à Pôle emploi, la Direccte... ».

Pour transformer de façon durable et pour rendre lisible et intelligible ce qui existe aujourd'hui, ce qui a bougé, ce qui a été produit par les expérimentations, les élus ont besoin de soutien et de relais. L'évaluation, dans les deux années à venir, devra mesurer les transformations générées par la mise en œuvre des groupes interinstitutionnels précités, mais il est d'ores et déjà avéré que ces instances ont du sens, et qu'elles constituent, pour l'avenir, des garanties de pérennisation de transversalité et de politique intégrées. L'interrogation reste cependant de mise sur la capacité de ces groupes transversaux à convaincre les institutions locales - établissements scolaires, organismes publics d'insertion - de leur utilité dans le collectif et du sens de leur implication.



4. Regards des jeunes impliqués dans les actions Jeunes en TTTrans

Cette dernière partie fait ici office de conclusion dans le rapport d'évaluation 2018 : elle n'est ni détaillée, ni exhaustive, parce qu'elle fait l'objet d'un rapport d'étape spécifique, construit à partir des rencontres des jeunes sur les trois territoires. Ce choix relève d'une option organisationnelle de l'équipe. Trois missions de stage de Master 2 ont été proposées sur les questions évaluatives, de septembre 2018 à mai 2019, et les trois étudiantes ayant été retenues sur ces missions sont allées à la rencontre de tous les jeunes concernés par une ou plusieurs actions Jeunes en TTTrans, depuis le démarrage des plans d'actions (janvier 2017).

Ce document spécifique (disponible avant l'été) est en cours d'élaboration. Il mobilise de façon importante des extraits de la parole des jeunes. Il s'articule autour de cinq axes clés, qui représentent les champs les plus récurrents de l'analyse :

- Les questions de mobilisation et de motivations des jeunes
- L'organisation et la temporalité des actions mises en œuvre
- Les diverses postures d'accompagnement
- Le développement du pouvoir d'agir des jeunes
- La question du réseau et son incidence sur les trajectoires de jeunes

22 jeunes ont été rencontrés à Lorient, au cours de 15 entretiens semi-directifs

15 jeunes ont été rencontrés à BpLC, au cours de 10 entretiens

68 jeunes ont été rencontrés à Morlaix, au cours de 16 entretiens

Ces entretiens ont été complétés par ceux qui concernaient le protocole initialement validé pour 2018, à savoir l'approche analytique de 6 actions JeTTT : les jeunes concernés par ces 6 actions ont donc également été mobilisés (voir tableau en annexes).

A ce jour, les rencontres sont terminées, les synthèses réalisées et nous avons fait le choix de les présenter, dans chaque territoire, aux jeunes qui ont accepté de témoigner, aux maîtres d'ouvrage et professionnels qui les ont accompagnés, aux élus et institutionnels concernés par ces questions. Ces présentations, diverses sur leurs modalités et sur leurs temporalités, sont en cours (printemps 2019) et un dossier complémentaire à celui-ci lui sera donc annexé.

Nous faisons toutefois le choix ici de revenir sur trois axes qui nous semblent essentiels pour la suite, notamment en termes de pistes de réflexion pour les maîtres d'ouvrages et pour leurs partenaires locaux :

➤ La confiance en soi : un levier incontournable

Lorsque les jeunes évoquent les atouts des actions auxquelles ils ont participé - qu'ils n'identifient pas tous comme appartenant à Jeunes en TTTrans - ils expriment le sentiment d'avoir augmenté leur taux de confiance en eux-mêmes. Et cette valeur ajoutée est éprouvée dans le prolongement d'une reconnaissance ressentie par les jeunes.

Dans le lien accompagnant/accompagné, les jeunes apprécient l'horizontalité, la valorisation, l'écoute... et critiquent, parallèlement le manque de stabilité de certains

accompagnements, la non-communication, la non-connaissance... « *C'est la première fois qu'on m'écoute comme ça...* » (Balade sensible Kervénanec). Le concept de confiance en soi, pour eux, ne peut s'inscrire qu'à la condition d'une interconnaissance réelle jeunes / accompagnateurs.

Très clairement, ce point vient s'inscrire en parfaite continuité du levier précédemment identifié : celui de la construction identitaire comme préalable à l'intégration des jeunes dans un quelconque projet.

La confiance en soi permet de se dépasser, autorise à se projeter, et offre à chacun des possibilités accrues d'émancipation et d'autonomie. Les jeunes interrogés le ressentent et l'expriment. Il importe de penser cette dimension comme partie intégrante des propositions qui verront le jour dans la suite du projet JeTTT.

➤ La dimension collective

Dans la majeure partie des expérimentations, Jeunes en TTTrans s'est adressé à des jeunes de façon collective. Et cette dimension de groupe n'est pas chose aisée à gérer pour les jeunes.

A la fois, le collectif est porteur, à la fois, il est le théâtre d'organisations sociales complexes entre pairs. Être et agir ensemble représentent ici deux vecteurs qui ne se décrètent pas et qui méritent accompagnement : la relation aux autres membres du groupe est jugée plus difficile avec les autres jeunes qu'avec les accompagnateurs professionnels, dont la posture est également très discutée dans les échanges.

Là où les accompagnateurs affirment des besoins d'autonomie, on entend ici des jeunes qui disent leurs besoins de cadres, de caps, d'orientations...

Là où les accompagnateurs encouragent la mixité sociale, les jeunes rencontrés la trouvent difficile à vivre et souhaiteraient plus d'homogénéité dans les collectifs auxquels ils ont été liés dans JeTTT.

La dimension collective est en revanche toujours posée de façon positive quand elle décrit la construction des réseaux et les sentiments d'appartenance que Jeunes en TTTrans a permis.

Cette dimension interroge bien évidemment les ambitions idéologiques et politiques sous-tendues par les plans d'actions de Jeunes en TTTrans. Si « le vivre ensemble » est souvent décrit comme une finalité partagée, comment répondre alors à des jeunes qui évoquent l'homogénéité des groupes comme facilitateurs de leur fonctionnement ? Le projet Jeunes en TTTrans, dès son démarrage, a posé le collectif et la mixité comme des paramètres constitutifs des politiques jeunesse. Il importe que ses porteurs, tant politiques que professionnels, s'interrogent sur les modalités les plus pertinentes de mise en œuvre de ces brassages populationnels pour qu'ils prennent sens auprès des jeunes.

➤ Le sens du « Pouvoir d'agir » perçu en différé

Il semble, aux dires des jeunes rencontrés, que la conscientisation des postures d'acteurs ne vienne qu'avec le temps et le recul. « *Avec du recul, on nous a laissé acteurs de nos choix...* » (Mauvaise graine. Morlaix). Mais la plupart des jeunes interrogés n'ont pas ressenti ce pouvoir immédiatement, probablement parce que les temporalités des projets et actions sont complexes à gérer et donnent le sentiment parfois de subir les contraintes. Pourtant, le pouvoir d'agir est cité - sous différents



vocables - comme un véritable levier, qui, la prise de conscience passée, génère de l'autonomie et de l'émancipation.

La notion même de « pouvoir d'agir » suppose qu'on la place soit donnée aux personnes qui, pour se construire, ont besoin d'agir, de construire leurs trajectoires humaines et sociales. Les élus comme les professionnels rencontrés lors de cette phase évaluative s'accordent à décrire cette appropriation du pouvoir comme délicate, difficile, complexe... Là encore, Jeunes en TTTrans réaffirme sa dimension éducative et d'accompagnement. Si le « pouvoir d'agir » des jeunes est perçu, par eux et par celles et ceux qui les accompagnent, comme un vecteur essentiel de l'émancipation, il importe que collectivement, les acteurs des politiques de jeunesse s'obligent à penser des environnements - humains, sociaux, économiques, culturels,...- qui facilitent l'accessibilité de tous à ce statut d'acteur de son propre cheminement.



ANNEXES



Evaluation des actions JeTTT, pour préparer la phase de co-construction de fin 2018

Pour chaque action, trois entrées d'évaluation :

- Questionnement sur les finalités, le sens
- Questionnement sur le fait que l'action soit, ou non, innovante
- Questionnement sur les perspectives à donner à l'action

1/ Les finalités, le sens des actions

- Echanger en répondant aux questions
- Verbaliser les ambitions de l'action : en quoi cette action répond-elle aux enjeux de la démarche jeunes en TTTrans ? Pourquoi a-t-elle été inscrite dans le programme d'action ?
- Qu'est-ce que l'action a fait avancer en termes de politique intégrée ?
- Synthèse sous forme de tableau

Autonomie/Accompagnement/Réseau : comment l'action répond-elle à ces trois enjeux ?	
Décloisonnement des institutions/des professionnels ?	Posture d'accompagnement
Besoins non repérés, non satisfaits	La participation des jeunes
Nouveau public repéré	Nouveaux partenaires
Autre (préciser)	

2/ Des actions innovantes ?

Avez-vous le sentiment que cette action soit innovante ?

Si oui, en quoi ?

Si non, pourquoi ?

Public	Type d'action
Visibilité	Co-construction
Réseaux	Autre (préciser)

3/ La suite ? Et après ?

Comment imaginez-vous cette action pour la suite ? Faut-il la poursuivre, la supprimer, la maintenir en la transformant ?

A renouveler : pourquoi ?	A arrêter : pourquoi ?
A transformer : pourquoi ? Comment ?	A développer : pourquoi ?
A améliorer : comment ?	A « combiner » avec une autre action : laquelle ?

En conclusion :

Quelles sont les conditions nécessaires à la mise en œuvre de cette action, pour qu'elle génère une véritable transformation des politiques publiques ?



Document de travail co-construits par les trois personnes en stage dans l'équipe d'évaluation

ENTRETIENS INDIVIDUELS

Forme : Entretiens centrés ou « Focused interview »

Objectif : Analyser l'impact d'une expérience précise sur ceux qui y ont participé

Référence: MERTON RK, FISKE M ET KENDALL PL (1956), "THE FOCUSED INTERVIEW", Illinois, The Free Press of Glencoe

Hypothèses:

- La transformation des postures professionnelles (relation plus horizontale, de tenant-conseil)
a permis un accompagnement plus pertinent des jeunes
- Les jeunes ont développé leurs compétences via les actions JeTTT
- Les jeunes ont pu être plus acteurs dans les actions (développement du pouvoir d'agir)

Il n'y a pas de questions préétablies, mais une liste de points précis relatifs au thème étudié. Au cours de l'entretien, il faut aborder ces points sous la forme que l'on souhaite (selon le déroulement de la conversation). L'ordre des questions n'est donc pas forcément le même selon les jeunes.

Des questions peuvent apparaître au fur et à mesure de l'entretien. Pour interroger les jeunes, utiliser des formulations du type : « Parle-moi de... » ou « Tu as dit à un moment que... peux-tu m'en dire plus ? ».

ENTRETIENS COLLECTIFS

Forme : Focus group

Hypothèses :

- La transformation des postures professionnelles (relation plus horizontale, de tenant-conseil)
permet un accompagnement plus pertinent des jeunes
- Les jeunes ont développés leurs compétences via les actions JeTTT
- Les jeunes ont pu être plus acteurs dans les actions (développement du pouvoir d'agir)
- Le collectif est un levier de mobilisation sur les parcours individuels

Les focus groups peuvent fournir des compléments d'information sur la perception de la pertinence d'une action, en lien avec les enjeux Jeunes en TTTrans. Il est impératif que les questions soient ouvertes et organisées. Malgré tout, il faut garder une discussion « au fil de l'eau » et non pas un suivi strict du guide d'entretien.



Grille d'entretien

OBJECTIFS	THÉMATIQUES	SOUS-THÉMATIQUES
Recueillir la vision du jeune sur l'implication dans l'action	L'action en elle-même	<ul style="list-style-type: none"> - Action individuelle / collective - Initiative jeune soutenue par les professionnels ou participation à une action prédéterminée par les professionnels - Collectif créé par les jeunes ou par les professionnels ? - Ce qui a amené le(s) jeune(s) à participer à cette action - Acteur / Consommateur de l'action (degré d'investissement) - Importance de l'ancrage au territoire ?
Appréhender le ressenti du jeune sur l'accompagnement	La posture des professionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Qui les a accompagnés ? Quel rôle des professionnels ? Sur quels temps ? (Accompagnement en amont de l'action, pendant, sur des choses spécifiques...) - Comment qualifier leur accompagnement ? - Sentiment d'être mieux écouté, mieux compris qu'avant ? - Interlocuteur spécifique ou vision transversale des acteurs jeunesse (structures, professionnels ressources...)
Recueillir le ressenti du jeune sur les apports/manques de cette action	Apports et manques de l'action	<ul style="list-style-type: none"> - Apports personnels (confiance, valorisation, reconnaissance, nouvelles rencontres...) - Apports professionnels (compétences, connaissances, réseau...) - Difficultés rencontrées - Pistes d'amélioration de l'action (à poursuivre, à modifier...) - Ce qu'il manque selon eux dans les politiques jeunesse (qu'est-ce que c'est pour eux et quelles sont les priorités pour eux...)
Comment le jeune imagine la suite de son parcours ?	Parcours du jeune post-action	<ul style="list-style-type: none"> - Situation actuelle (Changement dans leur parcours ? Poursuite de l'accompagnement ? Participation à d'autres actions ? ...) - Projets (formation, emploi, mobilité, logement...)
Appréhender d'où partait le jeune, quel est son parcours de vie	Parcours antérieur à l'action	<ul style="list-style-type: none"> - Situation personnelle (logement, vie sociale, mobilité...) - Cursus scolaire / Expériences professionnelles - Accompagnements antérieurs par des professionnels (habitudes de fréquentation des structures, type d'accompagnement, satisfaction.

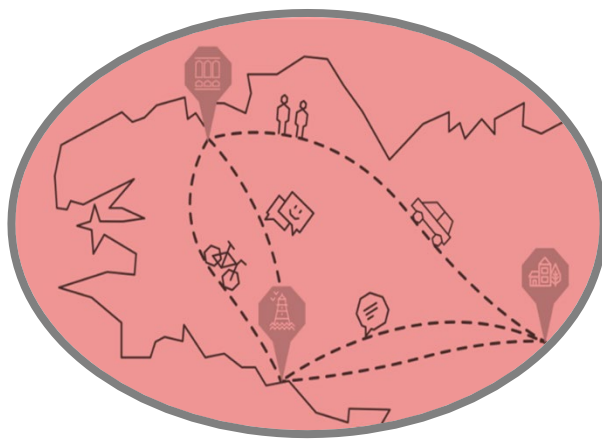
Echantillon

Territoires	Morlaix Communauté				Lorient				BpLC			
	Période	Action(s)	Sexe	Age	Période	Action(s)	Sexe	Age	Période	Action(s)	Sexe	Age
Entretiens individuels	Début novembre	Parcours d'engagement citoyen ; Formation CFGA ; Festival on part à l'aventure et des solidarités	Femme	25 ans	Fin octobre	Encouragement et valorisation des initiatives jeunes	Homme	23 ans	Fin octobre	Deep Side	Homme	20 ans
	Fin octobre	Formation CFGA + Formation service civique ; Bénévole au festival des solidarités	Femme	27 ans	Fin octobre	Où sont les filles ?	Femme	22 ans	Fin octobre	Coopérative Jeunes Majeurs	Homme	19 ans
	Fin octobre	Parcours d'engagement citoyen ; La séquence ; Spectacle « Et demain »	Femme	19 ans	Fin octobre	Où sont les filles ?	Femme	13 ans	Début novembre	Deep Side ; Service civique	Homme	22 ans
	Fin octobre	Festival on part à l'aventure ; Accompagnement projet compagnie de théâtre	Homme	25 ans	Fin octobre	Encouragement et valorisation des initiatives jeunes	Homme	18 ans	Mi-novembre	Coopérative Jeunes Majeurs	Homme	20 ans
					Début novembre	Coopérative Jeunes Majeurs	Homme	25 ans	Fin novembre	Coopérative Jeunes Majeurs	Homme	20 ans
					Début novembre	Coopérative Jeunes Majeurs	Femme	19 ans				
					Fin novembre	Passeport Mobilité	Homme	26 ans				
					Fin	Coopérative	Femme	18 ans				

					novembre	Jeunes Majeurs						
					Fin novembre	Coopérative Jeunes Majeurs	Femme	22 ans				
					Fin novembre	Prépa Diderot	Femme	21 ans				
					Fin novembre	Collectifs TTTrans	Femme	24 ans				
					Début décembre	Des lieux pour Faire, le Faire, se Faire...	Femme	17 ans				
					Fin mars	Tournoi de foot inter-quartier	Homme	22 ans				
Nombre de jeunes rencontrés individuellement	4				13				5			
Entretiens collectifs	Fin novembre	Bande de jeunes	2 femmes 1 homme	15 ans	Début novembre	Où sont les filles ?	2 femmes	13 ans 15 ans	Fin octobre	Le Repère	1 femme 1 homme	20 ans 19 ans
	Fin novembre	Formation des délégués	17 femmes 10 hommes	De 12 à 15 ans	Fin novembre	Prépa Diderot	3 hommes	De 19 à 24 ans	Début novembre	Nuit de jeux vidéo et jeu en réseau	2 hommes	20 ans 21 ans
	Fin octobre	Spectacle « Et demain... »	5 femmes 2 hommes	De 18 à 23 ans	Fin novembre	Collectifs TTTrans	3 femmes	De 19 à 20 ans	Début novembre	Mémé sort des orties	2 hommes	22 ans 23 ans
	Mi-novembre	Jeunes de Plougasnou	4 femmes 9 hommes	De 14 à 16 ans	Début décembre	Des lieux pour Faire, le Faire, se Faire...	2 femmes	16 ans 18 ans	Début décembre	Vizion	3 hommes	De 18 à 23 ans



	Mi-novembre	Groupe Radio de Plougasnou	2 femmes 1 homme	De 15 à 16 ans					Début janvier	<u>Aidion</u>	2 hommes	19 ans
	Mi-novembre	Collectif « La Mauvaise Graine »	2 hommes	27 ans								
	Mi-novembre	Collectif « La séquence »	2 hommes	15 ans 26 ans								
	Début décembre	Parcours d'engagement citoyen	4 femmes 2 hommes	De 17 à 20 ans								
Nombre de jeunes rencontrés collectivement	63				10				11			
Total de jeunes rencontrés	67 jeunes				23 jeunes				16 jeunes			
Nombre total d'entretien menés	16 entretiens				17 entretiens				10 entretiens			



Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP),
Département des Sciences Humaines,
15, avenue du Pr. Léon Bernard
35043 Rennes cedex

www.jett.org

Tél : +33(0)2 99 02 28 03
Mail : contact.jett@ehesp.fr



Le Conseil régional de Bretagne, les Conseils départementaux 29 et 35 et les CAF 29, 35 et 56 contribuent aux co-financements du projet « Jeunes en TTTrans » aux côtés de l'Etat et des 3 collectivités partenaires.